



**Janvier
2009**

Edition consacrée à la
journée de la prévention
et de l'éducation
pour la santé du 13
novembre 2008

SOMMAIRE

Outils et docs	p.2
1ère intervention: Etat d'avancement du SREPS Réunion 2007- 2012	p.3
2ème intervention: Le DU «Santé publique promotion de la santé et éducation pour la santé»	p.4
3ème intervention: Promotion de la santé dans les formations initiales des travailleurs sociaux	p.5
4ème intervention: L'intérêt de l'évaluation pour les acteurs de la prévention et de l'édu- cation pour la santé	p.6
5ème intervention: Présentation de deux outils de structuration du pôle régional de compétences en éduca- tion pour la santé	p.8
Synthèse ateliers 1 et 2	p.9
Synthèse ateliers 3 et 4	p.10
Synthèse atelier 5	p.11
Evaluation de la journée : Un participation en hausse et des échan- ges de qualité pour cette 2ème édition	p.11

**Journée de la prévention et
de l'éducation pour la santé**
2ème édition

Le 13 novembre 2008 a eu lieu la deuxième journée de la prévention et de l'éducation pour la santé organisée par le CRES Réunion en collaboration avec la DRASS. Près de 120 acteurs institutionnels et associatifs se sont réunis pour échanger, réfléchir et avoir un regard critique sur les actions de prévention et d'éducation pour la santé et ainsi construire ensemble des préconisations.

La journée a démarré par les allocutions d'ouverture de M. CAMPEAUX, sous-préfet de Saint-Paul, M. MEURIN, Directeur des Affaires sanitaires et sociales et le Dr FOUBERT, Président du CRES-Réunion. Ces discours introductifs ont précisé le contexte, les objectifs et le déroulement de cette journée.

Ainsi, M. Thomas CAMPEAUX, a souligné l'importance de développer et de structurer le champ de la prévention. En effet, bien que notre système de soins soit l'un des meilleurs au monde, l'importance de la mortalité prématurée (avant 65 ans) et les inégalités de santé (entre catégories socioprofessionnelles, entre hommes et femmes, entre territoires), représentent des faiblesses sur lesquelles il faut se recentrer. La consommation excessive d'alcool, de tabac, les problèmes liés à l'alimentation, aux comportements sexuels et enfin les accidents de la circulation sont aujourd'hui des facteurs de risques majeurs qui donnent à la prévention et à l'éducation pour la santé une place toute particulière dans l'amélioration de notre système de santé.

Le directeur de la DRASS, M. MEURIN a notamment fait référence à la création des ARS (Agences régionales de santé), qui auront entre autre, la charge de définir et mettre en œuvre des programmes de santé publique et notamment de prévention. La mobilisation des acteurs pour cette journée, a également été mentionnée par le directeur de la DRASS, comme un point positif et structurant pour le champ de la prévention à

la Réunion.

Le Dr Remi FOUBERT, président du CRES Réunion, a exposé les objectifs et le déroulement de cette journée. Ainsi, le développement d'une culture commune de l'éducation pour la santé se posait comme un des objectifs principal de cette deuxième édition de la journée de la prévention. L'état d'avancement du Schéma Régional d'Éducation Pour la Santé de la Réunion, a été l'objet de la première intervention faite par M. Germain MADELINE de la DRASS. Ce bilan d'étape a été illustré par la présentation du DU « santé publique, promotion de la santé et éducation pour la santé » (Irène STOJCIC) et la présentation de Mme HASSEN (IRTS) sur l'intégration de modules d'éducation pour la santé et de santé communautaire dans la formation des travailleurs sociaux.

La deuxième intervention de la matinée était dédiée à l'évaluation de la promotion de la santé, notion au combien importante et sensible dans notre domaine. M. Francis NOCK, consultant au sein de « l'Atelier de l'évaluation » a pu apporter quelques éclairages, aussi bien sur les finalités de cette démarche que sur les outils à la disposition des acteurs pour la mettre en œuvre.

C'est dans le cadre du pôle régional de compétences en éducation pour la santé que Mme BIDOIS (Conseil général) et M. PEDRE ont présenté deux outils en ligne, « la pédagogie régionale en éducation pour la santé » et « l'annuaire régional des acteurs en promotion de la santé ».

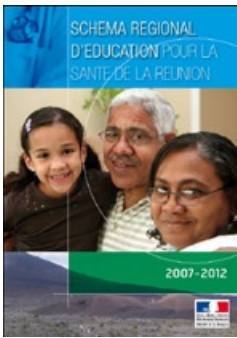
Les ateliers de l'après midi ont porté sur les thématiques suivantes : santé et précarité, santé et environnement, santé et addictions, santé et démarches communautaires et santé et sexualité. Ainsi, chaque acteur a pu écouter le témoignage d'actions et ensuite discuter sur les difficultés rencontrées. Des préconisations ont pu être choisies pour chaque atelier de réflexion.

Honorine BERNARD
CRES-Réunion

De gauche à droite:
G. MADELINE - Responsable du GRSP,
C. MEURIN - Directeur de la DRASS,
T. CAMPEAUX - Sous-préfet de Saint-Paul,
R. FOUBERT - Président du CRES



OUTILS ET DOCUMENTATION



Le Schéma Régional d'Education pour la Santé de La Réunion – SREPS 2007-2012

Réalisé sous l'égide de la DRASS, le Schéma Régional d'Education Pour la Santé précise l'organisation générale et les orientations prioritaires de l'éducation pour la santé pour les cinq années à venir. Il n'aborde pas des thématiques particulières car il a vocation à structurer le champ de l'éducation pour la santé en développant des fonctions transversales telles que la formation, la documentation, la méthodologie ou l'évaluation.

Par ailleurs, en faisant le point sur les concepts et les enjeux actuels de l'éducation pour la santé, il vise aussi à promouvoir entre les différents acteurs une culture partagée, un langage commun et une plus grande implication dans les politiques de santé.

Le schéma s'organise autour de cinq axes stratégiques déclinés en objectifs généraux, recommandations opérationnelles et résultats attendus à cinq ans.

Disponible au CRES

Disponible à la DRASS

Disponible sur www.reunion.sante.gouv.fr/sante/drass_sreps.pdf



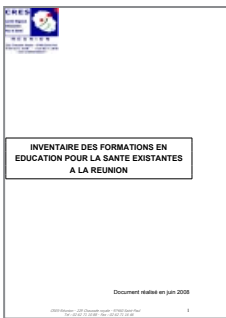
Dossier thématique : La santé communautaire

Compilation de textes, articles, magazines, fascicules et livres

Suite à la formation « La Santé Communautaire » organisée en partenariat avec l'Institut Théophraste Renaudot, le CRES Réunion a élaboré un dossier documentaire sur cette thématique.

Il s'agit d'un classeur composé de plusieurs supports tels que des extraits de texte, des ouvrages, des revues..... Il est consultable au CRES Réunion ainsi que dans les différents centres de ressources répartis sur l'île à partir de 2009 et mis à la disposition de tous les professionnels.

à Consulter au CRES ou dans les centres de ressources de l'île
(voir la liste sur www.cresreunion.org)

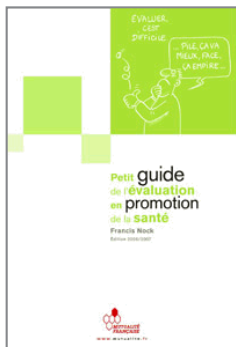


Inventaire des formations en Education pour la santé à la Réunion

Le dossier « Inventaire des formations en Education Pour la Santé existantes à La Réunion » est un document répertoriant les formations de différentes associations et organismes.

Il a été établi à partir du questionnaire de l'état des lieux en EPS envoyés à de nombreux partenaires sur leurs activités et leurs domaines d'intervention en 2007. Suite à ces différents retours le CRES a établi un inventaire des formations en EPS existantes à La Réunion. Il répertorie les formations diplômantes et qualifiantes, ainsi que des acteurs proposant des prestations ponctuelles de formation. Il est disponible à tout public et peut être obtenu sur simple demande par courriel au CRES Réunion. (documentation.cres@wanadoo.fr)

Disponible au CRES et téléchargeable sur www.cresreunion.org



Petit guide de l'évaluation en promotion de la santé

Francis NOCK - 2ème édition 2006/2007

Edition Mutualité Française

L'ouvrage « Petit guide de l'évaluation en promotion de la santé » rédigé par Francis Nock en collaboration avec le département Prévention et promotion de la santé de la Mutualité Française, est destiné à un public de professionnels confronté aux demandes d'évaluation et à son actualisation.

Se voulant résolument concret et pratique, nourri d'exemples tirés d'une pratique de soutien aux équipes engagées dans les programmes de prévention et de promotion de la santé, ce petit guide propose une stratégie et des outils opérationnels qui permettront un travail collectif d'évaluation. De plus cette édition permet d'aborder plus largement l'évaluation des processus et de s'intéresser à la question de la couverture géographique.

Disponible en prêt au CRES



L'état d'avancement du Schéma régional de l'éducation pour la santé - (2007 - 2012) S.R.E.P.S

G. MADELINE - Responsable du GRSP



Cette première intervention de la matinée réalisée par M. Germain MADELINE, avait pour objectif d'exposer aux acteurs de la prévention l'état d'avancement du Schéma régional d'éducation pour la santé (2007-2012). Ce schéma a été présenté officiellement en 2007, lors de la première journée de la prévention et de l'éducation pour la santé (13 novembre 2007).

Dans un premier temps, M. MADELINE a rappelé, que le SREPS avait pour but de développer une culture commune d'éducation pour la santé à la Réunion, en raison notamment de la pluralité des acteurs. Ceux-ci venant du secteur, du soin, du social, de l'animation,

de l'enseignement, développer un langage commun en matière d'éducation pour la santé représente une étape incontournable. Le SREPS vise également à organiser une stratégie régionale en éducation pour la santé, notamment à travers la mise en cohérence des besoins et des ressources.

Après un bref rappel des 5 axes qui composent le schéma, M. MADELINE a exposé point par point les différents éléments réalisés depuis la présentation du schéma le 13 novembre 2007. Vous trouverez dans les tableaux suivants l'ensemble des points évoqués.

Axe 1 : Professionnaliser les acteurs

Objectifs :	Réalisations :
Intégrer l'éducation pour la santé dans le cursus de toutes les formations initiales des champs sanitaire, social et éducatif.	- Recensement des modules en EPS existants (IFSI, IRTS, école de puériculture...) - Développement de l'enseignement de l'EPS dans les autres formations initiales en cours
Développer la formation continue en éducation pour la santé	- Création du diplôme universitaire « santé publique, promotion de la santé et éducation pour la santé »

Axe 2 : Améliorer la qualité des actions

Objectifs :	Réalisations :
Promouvoir le conseil méthodologique	- Identification des structures ressources en matière d'appui méthodologique (annuaire des acteurs)
Développer une culture de l'évaluation	- Journée de la prévention et de l'éducation pour la santé du 13 novembre 2008 - Séminaire sur l'évaluation des programmes et actions de santé des 14, 17 et 18 novembre 2008 (en 2009 : formation des acteurs). - Financement des projets conditionné par l'existence d'une méthodologie d'évaluation prévisionnelle (Appel à projet 2009)
Disposer d'outils d'intervention de qualité	- Pédagothèque régionale accessible via Internet (répertoire régional des outils pédagogiques)
Développer l'expertise en éducation pour la santé	- Pôle régional de compétences en éducation pour la santé, en cours de structuration (formation, appui méthodologique, évaluation, documentation) - Désignation d'un correspondant régional de l'INPES (convention INPES / GRSP)

Axe 3 : Fédérer les acteurs et optimiser les ressources régionales

Objectifs :	Réalisations :
Connaître et faire connaître les acteurs régionaux	- Répertoire régional des acteurs disponible sur Internet - Actualisation et état des lieux des actions menées dans le cadre des CESC (en cours) - Favoriser le travail en réseau et la complémentarité (identification des réseaux existants et développement de la complémentarité)
Promouvoir le développement d'une culture commune	- Journées annuelles de la prévention et de l'éducation pour la santé 13 novembre 2007 : les concepts en éducation pour la santé ; - 13 novembre 2008 : l'intérêt de l'évaluation pour les acteurs de la prévention et de l'éducation pour la santé
Professionnaliser les centres de documentation	- Mutualisation des ressources documentaires et travail en réseau autour de la pédagothèque régionale - Mise à disposition des centres de documentation de dossiers documentaires thématiques et méthodologiques en cours

Axe 4 : Développer la santé communautaire

Objectifs :	Réalisations :
Favoriser l'émergence et la réalisation de projets de santé communautaire	- Développement des ateliers santé-ville (A.S.V) - Soutien méthodologique auprès d'associations mettant en place des démarches de santé communautaire
Former les intervenants du champ socio-sanitaire à la santé communautaire	- Séminaire sur la santé communautaire avec l'Institut Théophraste RENAUDOT le 18 décembre 2007 - 2 formations à la santé communautaire (du 10 au 14 décembre 2007 et du 26 au 30 mai 2008).
Renforcer les ressources locales en santé communautaire	- Renforcement des ressources documentaires en santé communautaire : un dossier documentaire disponible dans une douzaine de centres de ressources (Points infos santé du Conseil général, DRASS, DRIV, CRES, ARPS, CRDP, Réseau Oté, ...)

Axe 5 : Adapter les dispositifs et supports d'information au contexte réunionnais

Objectifs :	Réalisations :
Adapter les campagnes nationales de prévention (INPES, INCA....) Adapter les outils d'interventions métropolitains Créer et développer des outils locaux	- Création d'outils « Péi » sur la nutrition et la leptospirose

Honorine BERNARD
Cédric PEDRE
CRES-Réunion

Diplome Universitaire «Santé Publique, Promotion de la santé et Education pour la santé»

Dr Irène STOJCIC - Coordonnatrice du DU



Cette deuxième intervention a permis d'illustrer concrètement les réalisations évoquées précédemment par M. MADELINE. Le Dr Irène STOJCIC, coordonnatrice du Diplôme universitaire « Santé publique, promotion de la santé et éducation pour la santé » a présenté cette formation qui s'inscrit dans le cadre de l'axe 1 du SREPS « professionnaliser les acteurs » et plus précisément dans l'objectif général « Développer la formation continue en éducation pour la santé ». La présentation a abordé notamment le public auquel s'adresse la formation, ses objectifs, le programme à travers les différents modules, les intervenants et le calendrier qui n'est plus aujourd'hui d'actualité (démarrage de la formation prévu pour septembre 2009).

Ce DU est destiné principalement aux professionnels du social, de l'éducation, de la santé travaillant dans les institutions, associations, collectivités territoriales, etc. Les objectifs principaux de ce diplôme sont de permettre aux professionnels de maîtriser les concepts et méthodologies des programmes de santé publique, de les initier à l'analyse des problèmes de santé publique et aux missions des institutions et des politiques de santé, de développer leur capacité à élaborer, réaliser, développer et évaluer des projets d'éducation pour la santé ainsi que de favoriser les démarches de santé communautaire et les approches permettant aux individus et aux groupes d'être acteurs de leur propre santé.

La formation s'organise en 7 modules (voir plaquette du DU sur www.cresreunion.org) qui seront assurés par différents intervenants : ORS, DRASS, Université de la Réunion, CRES et ISPED de Bordeaux. A noter que le module 7 correspondant à l'élaboration d'un projet, ou d'une démarche de santé publique, donnera lieu à la production d'un mémoire.

Depuis cette journée du 13 novembre 2008, le calendrier prévu initialement a été revu, le DU démarrera en septembre 2009, vous pouvez donc encore vous inscrire pour y participer. La plaquette de présentation du DU comprenant l'ensemble des modalités d'inscription est disponible sur le site internet du CRES.

Nathalie PAGEAUX
CRES-Réunion

DIPLOME UNIVERSITAIRE
santé publique, promotion de la santé et
éducation pour la santé 2008 - 2009

VALIDATION	Diplôme universitaire (D.U.)
OBJECTIFS PEDAGOGIQUES	<ul style="list-style-type: none"> Permettre à des professionnels de maîtriser les concepts et méthodologies nécessaires à la mise en place de programmes de santé publique Initier les professionnels à l'analyse des problèmes de santé publique ainsi qu'aux missions des institutions et des politiques de santé Développer la capacité des personnes à élaborer, réaliser, développer et évaluer des projets d'éducation pour la santé Favoriser les démarches de santé communautaire et les approches permettant aux individus et aux groupes d'être acteurs de leur propre santé
PUBLIC	Les professionnels des institutions sanitaires et sociales Les professionnels de l'éducation nationale Les acteurs et responsables de la politique de la ville Les membres d'associations impliqués dans des actions éducatives Les professionnels des collectivités territoriales Les professionnels du secteur socio éducatif
DUREE, DATES ET HORAIRES	90 heures d'enseignement + 35 heures de stage pratique sur une année universitaire sous forme de 6 sessions mensuelles de 2 jours de janvier à juillet 2009
LIEU	Parc Technologique Universitaire (Bât 3) SUFP
METHODE	Cours magistraux et TD Présentation d'un mémoire à la fin du DU
EFFECTIF	20 personnes

Se créer un nouvel avenir





Promotion de la santé dans les formations initiales des travailleurs sociaux

Chantal HASSEN
IRTS de la Réunion

Cette intervention de Mme HASSEN, visait à exposer la mise en œuvre de l'objectif concernant l'intégration de modules d'éducation pour la santé dans les formations initiales (Axe 1 du SREPS).

Mme Chantal HASSEN a présenté la démarche initiée au sein de l'IRTS, qui se compose de deux axes :

- 1- Mise en œuvre d'un groupe de travail transversal à l'ensemble des formations initiales dispensées à l'IRTS afin de :
 - recenser les contenus de formation autour de ce thème dans l'ensemble des formations
 - systématiser et harmoniser ces contenus.
- 2- Organisation d'un Forum Santé pour l'ensemble des étudiants au sein de l'IRTS, avec pour objectif général : de permettre aux étudiants de se préoccuper de leur propre santé en leur donnant accès à une information la plus large possible en matière de prévention et d'éducation pour la santé ainsi que d'identifier et rencontrer leurs futurs partenaires professionnels et bénévoles.

Pour terminer, M. HASSEN a fait mention d'un module innovant dans la formation des assistants de service social, celui sur la Santé communautaire, organisé par la DRASS et le CRES qui définit et caractérise cette notion, intègre la présentation d'expériences par les acteurs concernés et situe la place et le rôle des assistants de service social dans ce champ.

Nathalie PAGEAUX
CRES-Réunion



L'intérêt de l'évaluation pour les acteurs de la prévention et de l'éducation pour la santé



Francis NOCK

**Consultant en santé publique
Formateur de «L'atelier de
l'évaluation en prévention et
promotion de la santé »**

Francis NOCK, consultant en santé publique et formateur de «L'atelier de l'évaluation en prévention et promotion de la santé » est intervenu pendant près d'une heure sur l'intérêt de l'évaluation lors de la mise en place de projet. Ses enjeux ainsi que sa pratique en prévention et en éducation pour la santé sont présentés ici.

Pourquoi évaluer ?

L'évaluation est une étape de la démarche de projet qui intéresse les décideurs de santé publique, les structures qui mènent les actions, leurs partenaires, les éducateurs pour la santé et la population. Les objectifs de l'évaluation peuvent être très différents : pour l'un ce sera l'amélioration des pratiques, pour l'autre la bonne utilisation des budgets, l'atteinte des objectifs, la valorisation de l'engagement ou encore le pilotage de l'action... On peut résumer ces diverses raisons en trois motivations principales. Tout d'abord, « mieux rendre compte de ce que l'on fait » en produisant un système d'information fiable et adapté qui facilite le pilotage de l'action ou du programme; il s'agit de l'évaluation de l'activité. Ensuite, «améliorer l'action ou le programme», grâce à une analyse fine du processus, qui s'apparente à l'approche qualité. Enfin, «connaître l'efficacité de l'action ou du programme», en cherchant à savoir si l'intervention a produit des changements favorables à la santé. L'objectif commun de l'évaluation sur lequel peuvent se retrouver tous les acteurs est bien sûr l'amélioration de la situation problématique.

L'évaluation des actions de prévention et d'éducation pour la santé est une pratique qui tente de dire si l'équipe d'intervention a atteint les objectifs qu'elle s'est fixée et d'expliquer ce qui a permis ou contrarié leur réalisation.

Ainsi, évaluer n'est pas contrôler (qui travaille bien ou pas), ni prouver (qui démontrerait que telle action a entraîné tel résultat positif)... L'évaluation est une démarche méthodologique qui porte l'action en la structurant : rédaction d'objectifs pertinents, réalistes, évaluables... Elle doit être l'outil permettant de guider le travail des équipes de terrain.

L'évaluation en pratique

L'évaluation est une pratique définie par M. DEMARTEAU de la façon suivante « Évaluer, c'est produire des connaissances sur lesquelles on exerce un jugement pour prendre des décisions ». Cette définition présente l'avantage de décrire les étapes de l'intervention évaluative, en commençant par sa dimension technique de définition d'indicateurs et d'un recueil de données, en suggérant les discussions autour de l'analyse et de l'interprétation des données produites, en indiquant enfin sa finalité et sa dimension politique : intervenir pour améliorer une situation. Cette définition peut s'appliquer à tous les types de projets et à tous les niveaux d'intervention, de l'action locale au programme régional.

En pratique, si l'on n'est pas toujours capable de mesurer l'efficacité des actions, cela peut être compensé en évaluant l'activité et la qualité.

4ème intervention (suite)

Pour l'évaluation de l'activité, il s'agit de pouvoir dire avec précision ce que l'on fait (sensibilisation, information, formation...), auprès de quel public et sur quels territoires. Cette évaluation permet de rendre compte de la contribution de l'action à un programme de santé publique.

Concernant l'évaluation de la qualité, il s'agit de s'assurer que les actions respectent les principes et les méthodes de l'éducation pour la santé, d'entrer dans une démarche d'amélioration permanente et d'associer les décideurs, les partenaires, les acteurs et la population à la démarche.

S'engager dans une évaluation de l'efficacité, c'est mesurer le degré d'atteinte des objectifs de l'action. Pour cela, il faut procéder en deux temps: définir précisément la situation au démarrage de l'action, puis renouveler cette mesure une fois l'action terminée, pour pouvoir dire si quelque chose a changé.

Pour les acteurs qui mènent des actions de prévention et d'éducation pour la santé, s'engager dans l'évaluation permet de dire :

- ce qu'ils font (prestations offertes),
- auprès de qui et où,
- si les activités menées correspondent aux besoins de la population,
- si la population en est satisfaite,
- si l'action se déroule en respectant les référentiels établis,
- et / ou
- si des changements favorables à la santé peuvent être constatés.



Ainsi, l'évaluation qui peut être parfois vécue comme une contrainte, un contrôle, peut s'envisager d'avantage comme un outil qui permet de construire et piloter un projet, un programme, une action. L'évaluation peut alors se focaliser sur l'activité et la qualité des actions, ce qui nécessite cependant que les modes d'intervention s'appuient sur un référentiel. Selon les propos de Francis NOCK, la Charte d'OTTAWA (1986) et les 5 axes stratégiques d'interventions qu'elle propose peut constituer ce référentiel.

Pour conclure sur l'évaluation de la prévention, l'intérêt n'est plus aujourd'hui de chercher à savoir «*si la prévention est efficace*», mais plutôt de savoir «*si l'on fait assez et assez bien*».

Frédérique MADE - CRES-Réunion
Francis NOCK

Des outils d'évaluation

L'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (INPES) a validé deux outils d'évaluation des actions de promotion de la santé, **Preffi 2.0** (Outil de pilotage et d'analyse de l'efficacité attendu des interventions en promotion de la santé) et **l'outil de catégorisation des résultats de projets en promotion de la santé** et de prévention (adaptée pour la France par l'INPES en janvier 2007). **Vous pouvez obtenir ces outils gratuitement au CRES, n'hésitez pas à nous contacter.**



Présentation de deux outils de structuration du pôle régional de compétences en éducation pour la santé

Cette 5ème et dernière intervention de la matinée visait à présenter aux participants deux outils en ligne s'inscrivant dans le cadre du Schéma régional d'éducation pour la santé, la pédagogothèque régionale en éducation pour la santé, présentée par Mme Rose May BIDOIS (responsable du Point Infos Santé EST au Conseil général) et l'annuaire régional des acteurs, présenté par Cédric PEDRE (Chargé de projet au CRES-Réunion). Ces deux outils sont en ligne sur le site internet du CRES-Réunion (www.cresreunion.org). Nous vous présentons ici les principaux éléments de ces interventions.

La Pédagothèque régionale en éducation pour la santé

La pédagogothèque régionale en éducation pour la santé est un projet s'inscrivant dans le cadre du Schéma régional d'éducation pour la santé, plus précisément dans l'axe 3 « Améliorer la qualité des actions ». L'idée est de répondre aux deux objectifs opérationnels, « promouvoir l'utilisation des outils pédagogiques » et « faciliter l'accès aux outils pédagogiques ». Le projet a été piloté et coordonné par le CRES-Réunion, mais reste le fruit d'une collaboration entre les différents centres de ressources de l'île. Il s'agit en fait, d'une base de données en ligne, qui recense, décrit et permet de localiser les outils pédagogiques d'éducation pour la santé existants à la Réunion. Elle est accessible sur le site du CRES (www.cresreunion.org) ou directement via l'adresse suivante : <http://www.cresreunion.org/pedagotheque/index.php>.

La construction de cette base représente un travail de mutualisation de données entre les centres de ressources (Points Info Santé du Département, service Informations santé de la CGSS, ASFA, CAF, CRDP, ARPS, IREN, Réseau Oté, Mutualité, SID'AVENTURE, CRES). Ainsi vous trouverez dans cette base des outils d'une ancienneté inférieure à 10 ans, sur tous les thèmes en lien avec la santé, sur tous types de supports. Ces outils peuvent faire l'objet d'une acquisition (achat, don), d'un emprunt ou d'une consultation sur place.



Rose-May BIDOIS
Responsable
Point Info Santé Est
Conseil général

L'annuaire régional des acteurs en éducation pour la santé

La réalisation de cet annuaire en ligne correspond à la deuxième phase de l'état des lieux de l'éducation pour la santé réalisé par le CRES en 2007. Elle s'inscrit dans l'axe 4 du SREPS « Fédérer les acteurs et optimiser les ressources régionales ». Ainsi la construction de la base s'est appuyée sur les 150 questionnaires retournés par les acteurs lors de l'état de lieux. L'objectif étant ici de donner une visibilité de ces différents acteurs agissant sur le territoire réunionnais en fonction de différents critères (nom, statut, missions, public(s) cible(s), thématiques, services développés, secteur géographique d'intervention, etc.).

Cette base de données associée à un moteur de recherche est accessible en ligne sur le site du CRES (www.cresreunion.org) ou directement via l'adresse suivante : <http://www.cresreunion.org/aeps/index.php>.

Si vous souhaitez apparaître dans cet annuaire, ou modifier des informations vous concernant, n'hésitez pas à contacter le CRES par mail (cres.run@wanadoo.fr) ou par téléphone au 02 62 71 10 88.

Cédric PEDRE
CRES-Réunion



Cédric PEDRE
Chargé de projet
CRES-Réunion



A gauche un aperçu de la pédagogothèque
A droite un aperçu de l'annuaire

Synthèse des ateliers

Suite aux 5 interventions de la matinée, l'après-midi a été consacrée aux ateliers de réflexions, qui ont permis de valoriser des actions qui ont été proposées lors de l'appel à communication. Ces ateliers ont été répartis en 5 thématiques : santé-précarité, santé-environnement, santé-sexualité, santé-démarches communautaires et santé-addictions. Au total, 13 actions ont pu être présentées lors des ateliers. Au-delà de la valorisation, ces présentations ont ouvert le débat, permettant à chaque groupe de réflexion d'aboutir à des préconisations.

Nous tenons à remercier le Dr Irène STOJCIC, le Dr Emmanuelle RACHOU, David GOULOIS, Honorine BERNARD et Giselle SURJUS, qui en tant que rapporteurs ont présenté en séance plénière les réflexions et les préconisations de chaque atelier.

Atelier 1 : Santé et précarité

L'atelier a démarré par la présentation de trois actions réalisées sur le territoire réunionnais. Pour cela, 25 participants ont pu assister aux exposés et ensuite débattre sur la thématique de la précarité.

La Mission locale Nord a présenté son atelier santé, il a pour public les jeunes de 18 à 26 ans et pour objectif de favoriser leur accès aux soins. Cette action permet aux jeunes de rencontrer des médecins et ainsi de réintégrer le réseau santé. La Boutique Solidarité de Saint Joseph a elle fait part de son action « Jardin de l'espoir ». Il regroupe plusieurs animations (activité jardinage, sorties pédagogiques ...) destinées aux personnes en grande précarité sociale et à un objectif pédagogique et éducatif. Ainsi, il permet de créer du lien social et des moments de convivialité pour des personnes en situation précaire.

Puis, l'association Médecins du Monde Mission France Réunion a parlé de son projet SDF et accès aux soins à Saint Denis. Ainsi, ils ont mis en place des permanences médicales dans le but d'assurer des soins de qualité aux publics précaires et de limiter les retards d'accès aux soins et de santé et pour tendre à mettre en œuvre un réseau médical de ville. Le débat a porté sur plusieurs sujets dont le poids de la santé dans la démarche d'insertion sociale, les difficultés de prise en charge des publics 16/25 ans et des SDF, comment trouver des lieux d'accroche et de proximité pour accueillir ces publics.



Les préconisations suivantes ont donc été faites :

- Nécessiter d'un cadrage politique
- Repérer mieux les attentes du public
- Favoriser une approche globale et systématique
- Travailler en réseau
- Les professionnels doivent aller voir leur public
- Accompagnement pluridisciplinaire et de proximité
- Repérer mieux les publics
- Mobiliser les structures non sanitaires qui accueillent les publics précaires
- Pérenniser et diffuser des actions évaluées
- S'occuper des publics « hors dispositif »
- Développer des savoirs faire professionnels pour accompagner les publics précaires.

Atelier 2 : Santé et environnement

L'atelier s'est déroulé avec la participation d'une douzaine de personnes. Il a démarré par trois présentations d'actions réalisées par différents professionnels.

La première présentation a été celle d'un guide pédagogique de l'enseignant « Vivre avec le soleil » dont le public cible est celui des scolaires du cycle 3. A travers cet outil, les élèves mènent une investigation scientifique d'une dizaine de séances et deviennent eux-mêmes acteurs de prévention.

La deuxième présentation, à travers un petit film, celle d'une pièce de théâtre en créole d'une durée de 20 mm, destinée à sensibiliser les jeunes des classes de CM1 et CM2 aux messages de prévention contre les moustiques et les rats en lien avec des messages de protection de la nature et préservation de l'environnement.

La troisième présentation, celle d'un conte en créole et en français « La reine chikune » dont l'objectif est d'informer et éduquer les scolaires de 6 à 15 ans, sur la prévention du Chikungunya.

A l'issue de ces présentations, un débat s'est engagé et certains constats et préconisations ont pu être relevés :

- Les professionnels pourraient être sensibilisés à la prise en charge de la dimension environnementale dans la conception des bâtiments, entre autre, pour la réalisation des cours d'écoles en ce qui concerne la prévention solaire.
- Il pourrait être proposé aux médecins qui voient de façon systématique les enfants, type médecins scolaires et de PMI, une formation au dépistage des cancers liés au soleil et plus largement à la problématique de l'exposition solaire.

Plus globalement,

- Il serait intéressant d'associer les associations de parents d'élèves dont certaines semblent très demandeuses, aux projets d'éducation pour la santé.

- Sur l'ensemble des outils pédagogiques, il est à relever l'importance de travailler sur la diversité des supports en fonction du thème traité et du public ciblé.

- Il serait souhaitable de réfléchir aux modalités d'évaluations des outils.



Atelier 3 : Santé et sexualité



L'atelier santé et sexualité a rassemblé 17 participants. Deux actions ont été présentées : celle de l'ARAST du Bas de la Rivière (St Denis), au collège Jules Reydellet, et celle du MFPF (Mouvement Français pour le Planning Familial), dans la zone de Roche Maigre sur la commune de St Louis. A l'issue de ces présentations, un débat a eu lieu, notamment autour de l'exemple de l'ARAST du Bas de la Rivière. Cette action a montré la performance du travail en réseau. Néanmoins travailler en réseau

demande des préalables indispensables. C'est à partir de ce postulat que le débat a eu lieu.

Tout d'abord, on constate parfois la difficulté pour les travailleurs sociaux d'entrer dans les établissements scolaires afin de mener des actions. Un manque de confiance et une méconnaissance de leurs compétences et rôles semblent être à l'origine de ce problème.

Ensuite, on constate également un manque de temps pour mettre en place les actions. En effet, il s'agit, d'une part, de difficultés de mobilisation des élèves pendant le temps scolaire, et d'autre part, de la nécessité de mettre en place des actions pérennes, soit pluri annuelles.

Enfin, il semble plus pertinent de parler d'éducation à la vie que d'éducation à la sexualité car les thèmes de l'estime de soi, du respect de l'autre, la responsabilité individuelle et collective... sont abordés.

En conclusion, la réussite d'actions de prévention et d'éducation pour la santé sur le thème de la sexualité s'articule autour de ces quelques mots : Réseau, Temps, Pérennité des actions, Pluri annualité des budgets et Education à la Vie.

Atelier 4 : Santé et démarches communautaires

L'atelier s'est déroulé avec la participation d'une vingtaine de personnes. Plusieurs projets de santé communautaire ont été présentés pour débiter la séance.

Le premier exposé a décrit la réalisation du diagnostic partagé de la commune de Saint Joseph. Le deuxième sujet présenté a été la mise en œuvre récente d'un groupe d'entraide mutuelle (GEM) à Saint Paul. C'est un regroupement de personnes en souffrance psycho sociale, ils se retrouvent de temps en temps et ils partagent ensemble leur vécu et des activités ludiques. Enfin le troisième acteur nous a expliqué l'action réalisée par le plan départemental de lutte contre l'obésité sur le site pilote de la ville de Sainte Rose. Chaque présentation a abordé une démarche communautaire multi partenariale mais avec un objectif commun, la participation de l'ensemble des acteurs et de la population.

Le débat a démarré avec des questions en direction du GEM et de son fonctionnement. Puis, les freins présents dans les démarches communautaires ont été recensés. Le manque de visibilité et la distinction des actions régionales, départementales ou locales, le besoin

de simplifier certaines démarches notamment sur le financement, le manque de réponse sur des problématiques spécifiques. Néanmoins, la présence d'un réseau solide de partenaires, la mise en œuvre d'une méthodologie bien construite contribuent au bon déroulement des actions de santé communautaire. Enfin, la définition du terme santé communautaire pose question. Avons-nous tous la même définition de la santé communautaire? Parlons-nous tous de la même chose ?

Les préconisations suivantes ont été choisies :

- plus de visibilité entre les différents plans régionaux et locaux
- redéfinition de démarches de santé communautaire
- promouvoir la mise en place de réseau
- simplifier les démarches au niveau de la réception des demandes de subventions / guichet unique
- mettre en place un diagnostic local de santé rigoureux et évolutif
- continuer à former les chefs de projets par l'appui DRASS/CRES



Atelier 5 : Santé et addictions

Cet atelier dédié à la problématique « addictions » a regroupé 11 participants et a démarré avec deux présentations d'actions visant principalement les jeunes.

La 1ère présentation fut celle de M. CROCHET, Conseiller Principal d'Education au Collège Plateau Goyave, qui a présenté la construction d'un outil de prévention bilingue (franco-créole) sur le thème de la prévention des risques médico-sociaux liés à l'alcool.

Cet outil a été élaboré et construit par les collégiens volontaires ainsi que différents partenaires internes et externes à l'établissement. Le public visé était les autres élèves l'établissement, ainsi que le secteur de la médecine du travail.

L'outil, se présente sous la forme d'une « mallette » pédagogique, constituée d'affiches, de dépliants, d'un ABC-daïre français/créole (reprenant pour chaque lettre, un dicton, maxime, exprimant les méfaits de l'intoxication à l'alcool), d'un DVD et d'un CD de maloya à partir de textes de prévention.

La 2ème présentation a été faite par M. Barbier, représentant des « Francas » (mouvement d'éducation populaire). Cette action était axée sur la formation des animateurs (BAFA, etc.) officiant souvent en centres de loisirs avec ou sans hébergement, colonies de vacances, camps, etc... L'objectif principal était d'apporter à ces animateurs en contact avec les jeunes, un minimum de formation quant à la problématique des addictions et les méfaits des différents toxiques disponibles (alcool, médicaments, drogues...).

Cette initiative fait suite à une opération nationale menée en métropole en 2006, dont l'objectif était d'établir un diagnostic sur la consommation de toxiques par les jeunes au sein des établissements d'animation les accueillant.

Ces présentations ont donné lieu à quelques débats d'où sont

ressortis les éléments de constats suivants :

- le manque d'informations et/ou de formation des aspirants animateurs et directeurs occasionnels (BAFA, BAFA) concernant la prévention et la gestion d'usagers sous emprise de toxiques,
- la difficulté d'avoir des acteurs de prévention sur les sites d'accueil des jeunes,
- la consommation de cannabis chez certains animateurs (comment véhiculer un message de prévention lorsqu'on est soi-même consommateur ?),
- des plaquettes locales (adaptées aux spécificités réunionnaises, notamment le type de consommation et les associations de produits),
- le manque de financements par les structures ou les instances dirigeantes,
- la difficulté à trouver de nouveaux partenaires financiers, ce qui réduit les moyens de prévention mis en place, leur portée et leurs impacts qualitatifs et/ou quantitatifs.

De l'ensemble des réflexions menées, trois préconisations ont fait l'objet d'un réel consensus auprès des participants :

- L'importance de travailler avec la culture et les variables socioculturelles des usagers que nous rencontrons. Ainsi il convient d'utiliser « les codes », « le levier culturel », qui permettent une interaction satisfaisante et productive avec le public.
- Ainsi que la nécessité d'un partenariat inter-structures, mais aussi et surtout, interdisciplinaire.
- Enfin, l'importance de l'évaluation des actions, a été mise en avant, évaluation qui permet de guider les promoteurs dans leur démarche mais aussi de valoriser les actions.



EVALUATION DE LA JOURNEE

Une participation en hausse et des échanges de qualité pour cette deuxième édition

Comme pour la première édition, le CRES a proposé aux participants de la journée un questionnaire leur permettant d'exprimer leur avis sur la journée et sur les différentes interventions et ateliers. L'objectif étant de s'inscrire dans une démarche évaluative et ainsi dégager des pistes d'amélioration pour une éventuelle 3ème édition, en s'appuyant sur le point de vue et la satisfaction des participants. Le taux de réponse, reste assez moyen puisque cinquante questionnaires ont été remplis et retournés au CRES, sur 118 participants.

Le questionnaire proposait notamment aux personnes de s'exprimer

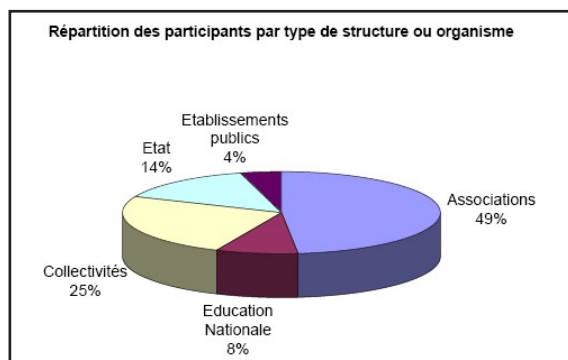
sur l'accueil et la logistique mises en œuvre, l'atteinte des objectifs annoncés pour la journée, les différentes interventions du matin, les ateliers thématiques, le SREPS et les perspectives quant à ce type de journée.

Nous vous proposons ici une synthèse des résultats de cette évaluation, avec notamment un regard quantitatif concernant la fréquentation de la journée et un regard qualitatif sur chacun des axes qui composaient le questionnaire.

EVALUATION DE LA JOURNEE (suite)

Une fréquentation en hausse et un objectif de participation atteint

Cette deuxième édition de la journée de la prévention et de l'éducation pour la santé a réuni au total 118 participants, dont 49% sont issus du monde associatif, 25% des collectivités, 14% des services de l'Etat, 8% de l'Education Nationale et 4% des établissements publics.



On peut noter que le nombre total de participants est en hausse de 26.4% par rapport à la première édition (88 participants). Il était prévu de réunir 120 personnes pour cette deuxième édition, on peut ici considérer que cet objectif est atteint.

Bien que les chiffres ci-dessus soient plutôt positifs et encourageants, nous constatons néanmoins, que seulement 88 personnes ont participé aux ateliers de l'après-midi. Ces départs peuvent être en partie expliqués par des questions de disponibilité sur une journée. Nous nous interrogeons néanmoins sur l'organisation des ateliers, notamment sur la possibilité d'une communication plus précise permettant aux participants de faire des choix plus éclairés.

Un accueil satisfaisant et un cadre propice à la réflexion

Concernant l'accueil et la logistique, l'ensemble des participants ont jugés satisfaisant voire très satisfaisant l'accueil, l'organisation et la logistique mis en oeuvre par l'équipe du CRES et les professionnels du site accueillant la journée. Quelques remarques ont été formulées notamment au sujet du parking et de la climatisation.

Des objectifs globalement atteints, des remarques à prendre en compte

Le premier objectif visait à proposer aux participants un suivi de la mise en oeuvre du SREPS, notamment par la présentation de M. Germain MADELINE, responsable du GRSP sur les réalisations effectives des objectifs du SREPS. Environ 60% des répondants ont déclaré l'atteinte de cet objectif satisfaisant ou très satisfaisant. On peut noter que 30% des répondants ont jugé cet objectif insuffisant. On relève dans

les observations libres que l'absence de volet financier dans la présentation du SREPS fait défaut et que certains de ses axes ne sont pas clairement perçus par une faible partie des participants. Certaines personnes ont en revanche mis en avant la clarté de l'intervention et le nombre important de réalisations pour une seule année.

Les interventions concernant le DU « santé publique, promotion de la santé et éducation pour la santé », l'intégration de modules d'éducation pour la santé dans la formation des travailleurs sociaux et les outils en lignes sur le site du CRES (Pédagothèque régionale et annuaire des acteurs) se situaient également dans le cadre du premier objectif en proposant aux participants des présentations concrètes de réalisations inscrites dans le SREPS. Ces interventions ont été globalement jugées satisfaisantes par plus de 66 % des répondants. Le deuxième objectif, visait à promouvoir l'évaluation des programmes et des actions de promotion de la santé. C'est dans le cadre de cet objectif qu'est intervenu Francis NOCK. Cet objectif a été jugé atteint par 80% des répondants. Néanmoins, certaines remarques ont fait état d'une intervention ne s'appuyant pas assez sur les dynamiques régionales, sur des projets réunionnais.

Le troisième objectif concernait la valorisation des projets de prévention et d'éducation pour la santé réunionnais, avec notamment les présentations faites lors des ateliers. L'atteinte de cet objectif a été jugé satisfaisante ou très satisfaisante par près de 70% des répondants. Au sujet du déroulement des ateliers, les participants ont été plutôt satisfaits, en moyenne 32 répondants sur 50 ont jugé l'animation de l'atelier, la pertinence des débats et les préconisations faites, satisfaisantes ou très satisfaisantes.

Il faut néanmoins noter que 14 répondants ont jugé les préconisations faites insuffisantes ou très insuffisantes. On retrouve dans les remarques libres, le manque de temps et la difficulté d'établir des préconisations malgré la qualité et la richesse des échanges.

Conclusion et perspectives

L'évaluation des deux journées de la prévention qui ont eu lieu en 2007 et 2008 nous conforte dans le fait que ce type de journée correspond à un besoin des acteurs de terrain. En effet, permettre aux promoteurs d'échanger sur des sujets transversaux tels que la santé communautaire et l'évaluation, ou thématiques tels que les grossesses des mineurs, les addictions, etc, représente une démarche que le CRES souhaite développer avec l'ensemble des acteurs réunionnais. Cette démarche évaluative sur l'organisation de ces journées demeure incontournable pour nous permettre de rester à l'écoute des acteurs et ainsi de prendre en compte leur point de vue et faire évoluer la démarche.

Cédric PEDRE
CRES-Réunion

EN BREF ...

ue, promotion de la santé et éducation pour la santé vous pouvez encore vous inscrire, 2009 est reporté en septembre

a été reporté au deuxième semestre, notamment en raison d'un nombre insuffisant de 2009 1er semestre Le DU initialement prévu pour le Pour vous inscrire, vous pouvez dès maintenant prendre 2010 pour s'achever en avril 2009 candidats. Celui-ci démarrera dès septembre .contact avec le SUFP de l'Université de la Réunion ou avec le CRES